



LES IMPACTS DU CONFLIT MILITAIRE EN UKRAINE SUR LA SECURITE ALIMENTAIRE ET LA NUTRITION AU NIVEAU MONDIAL

Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition

14 avril 2022

Photographie (page de couverture): 31/03/2022, Ukraine. Des centaines de personnes reçoivent de la nourriture du PAM, d'OCHA et de partenaires locaux.

© WFP/Viktor Pesenti

Comité directeur du Groupe d'experts

Président: Bernard Lehmann

Vice-présidente: Jennifer Clapp

Membres: Olanike Adeyemo, Barbara Burlingame, Ruben Echeverría, Hilal Elver, William Moseley, Nitya Rao, Elisabetta Recine, Jose María Sumpsi Viñas, Akiko Suwa-Eisenmann, Stefan Tangermann, Shakuntala Thilsted, Patrick Webb, Iain Wright

Les experts participent aux travaux du Groupe d'experts à titre personnel et non pas en tant que représentants de leur gouvernement, institution ou organisation.

Secrétariat du Groupe d'experts

Coordonnateur: Évariste Nicolétis

Chargée du programme: Paola Termine

Spécialiste en communication: Silvia Meiattini

Appui administratif: Massimo Giorgi

Viale delle Terme di Caracalla, 00153 Rome, Italie

Tél.: +39 06 570 52762



www.fao.org/cfs/cfs-hlpe



cfs-hlpe@fao.org

Le présent rapport du Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition a été approuvé par le Comité directeur du Groupe d'experts.

Les opinions qui y sont exprimées ne reflètent pas nécessairement l'avis officiel du Comité de la sécurité alimentaire mondiale et de ses membres et participants, ni celui du Secrétariat. Le fait qu'une société ou qu'un produit manufacturé, breveté ou non, soit mentionné ne signifie pas que le Groupe d'experts approuve ou recommande ladite société ou ledit produit de préférence à d'autres sociétés ou produits analogues qui ne sont pas cités.

La reproduction du présent rapport et sa diffusion auprès d'un large public sont encouragées. Les utilisations à des fins non commerciales seront autorisées à titre gracieux sur demande. La reproduction pour la revente ou à d'autres fins commerciales, y compris à des fins didactiques, pourra être soumise à des frais. Les demandes d'autorisation de reproduction ou de diffusion sont à adresser par courriel à copyright@fao.org avec copie à cfs-hlpe@fao.org.

Citation: HLPE. 2022. *Les impacts du conflit militaire en Ukraine sur la sécurité alimentaire et la nutrition au niveau mondial*. Rome.

À propos du HLPE

Le Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition (HLPE) est le comité scientifique des Nations Unies chargé d'évaluer l'état des connaissances scientifiques relatives à la sécurité alimentaire et à la nutrition dans le monde.

Il constitue l'interface science-politique du Comité sur la sécurité alimentaire mondiale (CSA), à qui il fournit des analyses et des conseils indépendants, complets et fondés sur des données probantes à la demande du CSA.

Il prépare ses études à travers un processus scientifique, transparent et inclusif.

TABLE DES MATIÈRES

<i>1. Les crises de sécurité alimentaire et nutrition</i>	5
<i>2. La nécessité d'une réponse politique coordonnée au niveau mondial</i>	8
<i>3. Recommandations</i>	10
Priorités à court terme pour faire face à la crise immédiate	10
Priorités à moyen et à long termes pour construire des systèmes alimentaires plus résilients et des cadres de réponse politique pour prévenir de futures crises	11
<i>Références</i>	12

1. LES CRISES DE SECURITE ALIMENTAIRE ET NUTRITION

La guerre déclenchée par la Fédération de Russie contre l'Ukraine a des implications majeures pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle (SAN) mondiale. La guerre a déclenché de nouvelles crises dans les systèmes alimentaires en plus des défis existants qui sapaient déjà l'objectif de la communauté mondiale d'atteindre l'objectif de développement durable n° 2: «Faim zéro».

Plus immédiatement, la guerre a déclenché une urgence humanitaire majeure en Ukraine qui viole le droit des gens à l'alimentation et aux moyens de subsistance. De nombreuses villes et régions d'Ukraine connaissent une dégradation de l'environnement propice à la SAN, notamment la détérioration des services de santé, des services d'eau et d'énergie, des soins aux enfants et aux personnes âgées, de la protection sociale et des systèmes éducatifs. Plus de 10 millions d'Ukrainiens ont fui leurs maisons, dont 4 millions ont quitté le pays en tant que réfugiés, tandis que plusieurs centaines de milliers restent piégés dans des abris de fortune, sans accès aux nécessités de la vie, y compris des aliments sûrs et nutritifs, de l'eau et des médicaments (PAM, 2022). Quarante pourcents des personnes déplacées sont des femmes et des enfants (UNICEF, 2022).

La crise provoque également d'énormes perturbations dans le commerce mondial, y compris les marchés alimentaires. Ensemble, la Russie et l'Ukraine figurent parmi les trois principaux exportateurs de blé, de maïs et d'huile de tournesol, et la Russie est un important exportateur d'énergie et d'engrais, tandis que le Bélarus, qui s'est rangé aux côtés de la Russie, est également un important exportateur d'engrais (FAO, 2022). L'agriculture, la production alimentaire et les opérations d'exportation de l'Ukraine sont pratiquement au point mort, tandis que les exportations de la Russie et de la Biélorussie ont été fortement réduites en raison de sanctions étendues et de la réticence des assureurs à assurer les navires de charge en mer Noire. La saison des semis de 2022 en Ukraine a déjà été profondément affectée en raison de dommages importants et ciblés aux infrastructures des systèmes agricoles et alimentaires, et d'une grave pollution de l'environnement due à l'utilisation d'armes. Même si la guerre devait bientôt se terminer, ses implications pour les marchés alimentaires mondiaux dureront au moins jusqu'à l'année prochaine.

La crise alimentaire en cours exacerbera d'autres crises qui affectent également la SAN et les systèmes alimentaires de manière profonde.

Le marché mondial des céréales étant massivement concentré dans une poignée de grands pays exportateurs, le retrait des exportations de l'Ukraine et de la Russie des approvisionnements alimentaires mondiaux signifie que l'impact se fait sentir largement et profondément dans le monde entier. Les principaux acheteurs de céréales de la région de la mer Noire se trouvent principalement au Moyen-Orient et en Afrique, une trentaine de pays dépendant de la Russie et/ou de l'Ukraine pour plus de 30 % de leurs importations de blé (FAO, 2022). Les prix mondiaux des céréales ont fortement augmenté en réponse à la crise, et plus d'un mois après le début du conflit, les marchés des principales céréales de base connaissent une augmentation massive des prix et une volatilité excessive, en particulier le blé, le maïs et le soja (IFPRI, 2022). Les pays qui dépendent des importations alimentaires doivent donc faire face à des factures d'importation plus élevées, ce qui constitue un problème majeur, en particulier pour les pays à revenu faible et intermédiaire. Dans le même temps, la hausse des prix des engrais et de l'énergie a résulté de la perturbation des exportations de pétrole, de gaz naturel et d'engrais de la Russie et de la Biélorussie, qui fait grimper le coût de l'agriculture dans le monde et donc les prix des denrées alimentaires (FAO, 2022). De plus, la hausse des prix de l'énergie augmente l'incitation à remplacer les terres utilisées pour les cultures de base par des terres utilisées pour les cultures de biocarburants.

Comme cela a été le cas en 2008 et 2011, l'augmentation des prix des denrées alimentaires et de leur volatilité se traduisent par des taux plus élevés de faim et de malnutrition (FAO et al., 2021; HLPE, 2012), en particulier pour les segments les plus pauvres de la société dans les pays à faible revenu, qui dépensent généralement plus de 60% de leurs revenus sur la nourriture (FAO et al., 2021). La volatilité des prix invite également à la spéculation financière sur les marchés des produits de base, ce qui peut amplifier les tendances (CNUCED, 2012) et prolonger les impacts négatifs sur la nutrition pendant de nombreuses années (Webb, 2010).

La crise alimentaire en cours exacerbera d'autres crises qui affectent également la SAN et les systèmes alimentaires de manière profonde. La pandémie de COVID-19 a provoqué des perturbations qui ont sapé le FSN (HLPE, 2021), avec jusqu'à 161 millions de personnes supplémentaires souffrant de faim sévère en 2020 (FAO et al., 2021) et de nombreux pays épuisant leur capacité de dépenses de protection sociale (FMI, 2022). La deuxième année de la pandémie a également vu une augmentation

de l'inflation mondiale, notamment une hausse des prix des denrées alimentaires qui ont déjà atteint leurs plus hauts niveaux depuis les crises alimentaires de 2008 et 2011 début février, avant l'agression de la Fédération de Russie contre l'Ukraine. En toile de fond, la crise mondiale de l'environnement et du climat, qui crée des défis majeurs pour les systèmes alimentaires et affaiblit la capacité à assurer la sécurité alimentaire et la nutrition pour tous (GIEC, 2022).

2. LA NECESSITE D'UNE REPONSE POLITIQUE COORDONNEE AU NIVEAU MONDIAL

Il est nécessaire de coordonner de toute urgence la réponse politique à l'échelle mondiale pour faire face à la crise humanitaire immédiate et pour construire des systèmes alimentaires plus résistants aux divers chocs qui deviennent de plus en plus fréquents. Cette réponse doit donner la priorité à la sécurité alimentaire et aux besoins nutritionnels de ceux qui sont les plus touchés par la faim et la malnutrition, en raison des aspects multidimensionnels et intersectionnels de l'inégalité et de la vulnérabilité (par exemple, l'âge, le sexe, le lieu et le groupe social).

Compte tenu de la diversité des défis auxquels sont confrontées différentes parties des systèmes alimentaires, notamment le commerce international, la production alimentaire, la durabilité et la santé publique, les gouvernements peuvent être tentés de réagir d'une manière qui est dans leur intérêt national à court terme, sans tenir compte de l'intérêt général au niveau mondial. De telles politiques auront de graves répercussions sur ceux qui sont les plus touchés par la crise. Alors que les restrictions à l'exportation, par exemple, sont souvent mises en place pour maintenir les prix alimentaires intérieurs bas, elles conduisent à des prix alimentaires internationaux plus élevés et plus volatils, ce qui affecte les personnes les plus pauvres dans les pays à faible revenu et dépendants des importations alimentaires. Ne répondre qu'aux défis les plus immédiats, tels que l'augmentation de la production alimentaire à tout prix en élargissant les terres cultivées, ou en augmentant l'utilisation de l'eau et des produits agrochimiques, pourrait faire reculer les objectifs des défis à plus long terme, notamment la nécessité de protéger la biodiversité, de régénérer les sols et réduire les émissions de gaz à effet de serre.

La coordination des réponses politiques dans l'immédiat peut renforcer la confiance dans les marchés alimentaires internationaux, afin de garantir que la nourriture actuellement disponible arrive rapidement là où elle est le plus nécessaire pour prévenir la faim et la malnutrition chez les populations les plus touchées. Une approche coordonnée permet d'assurer une réponse holistique et que les agences facilitant la fourniture d'une aide alimentaire d'urgence – telles que le Programme alimentaire mondial (PAM) – soient suffisamment financées pour s'acquitter efficacement de leur mandat.

Le CSA peut jouer un rôle de premier plan dans la coordination des réponses politiques à la crise actuelle. Les produits politiques actuels du CSA fournissent des orientations importantes. Le Cadre d'action pour la SAN dans les crises prolongées (CFS, 2015) décrit les considérations clés pour la réponse à la crise humanitaire en Ukraine ainsi que dans les nombreux autres pays confrontés à des conflits, qui sont des facteurs majeurs d'insécurité alimentaire dans le monde.

Les réponses à plus long terme à ces crises exigent que les gouvernements harmonisent les stratégies pour construire des systèmes alimentaires plus résilients, y compris ceux qui donnent la priorité à la diversité - dans les systèmes de production, les marchés et les régimes alimentaires - pour mieux gérer les risques croissants tels que la guerre, le climat et les maladies, qui menacent les systèmes alimentaires et la SAN, et qui rendent les systèmes alimentaires plus adaptatifs, durables et justes, y compris face aux chocs.

Le CSA peut jouer un rôle de premier plan dans la coordination des réponses politiques à la crise actuelle. Les produits politiques actuels du CSA fournissent des orientations importantes. Le Cadre d'action pour la SAN dans les crises prolongées (CFS, 2015) décrit les considérations clés pour la réponse à la crise humanitaire en Ukraine ainsi que dans les nombreux autres pays confrontés à un conflit, qui est un facteur majeur d'insécurité alimentaire dans le monde. Les recommandations politiques du CSA, notamment sur la volatilité des prix (2011), la protection sociale (2012), les pertes et gaspillages alimentaires (2014), le changement climatique (2012) et l'agroécologie et autres approches innovantes (2021), entre autres, fournissent également des orientations essentielles sur abondant à la fois les aspects immédiats et à plus long terme de la crise. Les produits politiques du CSA, notamment sur les systèmes alimentaires et la nutrition (2021) et sur la gouvernance des terres (2012), ainsi que sur l'investissement responsable dans l'agriculture (2014), fournissent tous des orientations pour rendre les systèmes alimentaires plus résilients, justes et plus sains. En s'appuyant sur ses travaux passés et en s'appuyant sur les contributions du HLPE, le CSA peut également jouer un rôle dans l'élaboration d'un cadre d'action sur les crises alimentaires mondiales de manière plus générale et en appelant à une action immédiate.

3. RECOMMANDATIONS

Priorités à court terme pour faire face à la crise immédiate

- Augmenter significativement **le financement de l'aide humanitaire immédiate**, y compris par l'intermédiaire du PAM, pour les populations confrontées à la faim et à la famine liées au conflit en Ukraine et dans d'autres pays.
- Apporter **un soutien financier et une garantie gouvernementale** aux services d'assurance au profit des **pays à faible revenu dépendant des importations alimentaires**, y compris les pays tributaires des importations en provenance de la région de la mer Noire, pour leur permettre de s'approvisionner en denrées alimentaires.
- S'abstenir d'imposer des **restrictions à l'exportation** de produits alimentaires et exempter les achats du PAM de toute restriction à l'exportation qui pourrait être en place (comme déjà envisagé à l'OMC).
- S'abstenir de détenir des **stocks excessifs**, de thésauriser et d'acheter en panique des céréales alimentaires, y compris au niveau national.
- **Surveiller les marchés à terme des produits de base** pour s'assurer qu'il n'y a pas de spéculation excessive sur les produits alimentaires.
- Fournir un soutien financier aux gouvernements des pays dont les fonds pour les mesures de **protection sociale** sont épuisés, y compris un soutien à la reconstruction des services de base essentiels à la création d'un environnement propice à la SAN dans les régions touchées par les conflits, y compris pour la santé et l'éducation.
- Envisagez un moratoire limité dans le temps sur la production de **biocarburants** à partir de cultures alimentaires.
- Fournir une aide financière pour restaurer et/ou remplacer les **infrastructures essentielles du système agricole et alimentaire** endommagées pendant la guerre.

Priorités à moyen et à long termes pour construire des systèmes alimentaires plus résilients et des cadres de réponse politique pour prévenir de futures crises

- Investir dans l'augmentation et la diversification des capacités de production alimentaire au niveau national là où il est possible de le faire de manière durable, pour renforcer la résilience du système alimentaire.
- Investir dans des systèmes de protection sociale efficaces qui peuvent se développer rapidement en réponse aux besoins et protéger la consommation alimentaire et la nutrition, en particulier pour les personnes pauvres et vulnérables.
- Investir dans la constitution de populations résilientes sur le plan nutritionnel, grâce à l'amélioration de la qualité de l'alimentation, des systèmes de santé et de l'accès à l'eau, qui seront mieux à même de résister à court terme à l'approvisionnement alimentaire ou aux chocs de prix.
- Investir dans des formes de production agricole plus résilientes au changement climatique et moins gourmandes en énergie, telles que l'agroécologie, qui ne dépendent pas d'une utilisation excessive d'engrais chimiques et de combustibles fossiles et sont moins vulnérables aux fluctuations des prix de l'énergie, afin de faciliter une transition douce et équitable vers des approvisionnements alimentaires sains et suffisants.
- Accroître la capacité des marchés locaux et régionaux à répondre à la demande alimentaire en investissant dans des systèmes de distribution plus diversifiés, y compris des infrastructures qui soutiennent les marchés territoriaux.
- Prendre des mesures pour encourager la diversification des régimes alimentaires afin de réduire la demande de céréales importées et de produits d'élevage à base de céréales, y compris un soutien aux producteurs locaux et à petite échelle pour accroître la production et la consommation d'aliments culturellement et écologiquement appropriés.
- Redoubler d'efforts pour minimiser les pertes et le gaspillage alimentaires.
- Renforcer et coordonner à l'échelle mondiale des réglementations plus strictes et le partage d'informations sur les marchés des produits alimentaires afin d'empêcher la spéculation qui peut amplifier la volatilité des prix alimentaires.
- Approfondir la coordination des politiques internationales grâce à l'élaboration par le CSA d'un cadre de réponse à la crise alimentaire mondiale.

RÉFÉRENCES

CNUCED. 2012. Commodities and Development Report. <https://unctad.org/webflyer/commodities-and-development-report-2012/>

CSA. 2015. *Cadre d'action pour la sécurité alimentaire et la nutrition lors des crises prolongées*. Rome. <http://www.fao.org/3/a-bc852f.pdf>

FAO. 2022. Information Note: *The Importance of Ukraine and the Russian Federation for Global Agricultural Markets and the Risks Associated with the Current Conflict*. (25 March). <https://www.fao.org/3/cb9236en/cb9236en.pdf>

FAO, FIDA, OMS, PAM et UNICEF. 2021. *L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2021*. <https://www.fao.org/publications/sofi/2021/fr/>

FMI. 2022. Perspectives de l'économie mondiale: augmentation du nombre de cas, reprise entravée et inflation en hausse (janvier). <https://www.imf.org/fr/Publications/WEQ/Issues/2022/01/25/world-economic-outlook-update-january-2022>

GIEC. 2022. Climate Change 2022: Mitigation of Climate Change (Sixth Assessment Report) (March). <https://www.ipcc.ch/report/ar6/wg3/>

HLPE. 2021. Impacts de la covid-19 sur la sécurité alimentaire et la nutrition: élaborer des mesures efficaces pour lutter contre la pandémie de faim et de malnutrition. (Septembre). <https://www.fao.org/3/ng808fr/ng808fr.pdf>

IFPRI. 2022. Excessive Food Price Variability Early Warning System. (3 April). <https://www.foodsecurityportal.org/tools/excessive-food-price-variability-early-warning-system>

PAM. 2022. WFP Ukraine and Neighbouring Countries: External Situation Report #10. (2 April). <https://www.wfp.org/publications/situation-report-ukraine>

UNICEF. 2022. Europe and Central Asia Region (ECAR) – Ukraine Situation: Refugee Response in Neighbouring Countries. Humanitarian Situation Report No. 4 (March). [https://www.unicef.org/media/118506/file/ECAR-Humanitarian-Situation-Report-No.4-\(Ukraine-Refugee-Response-in-Neighbouring-Countries\)-30-March-2022.pdf](https://www.unicef.org/media/118506/file/ECAR-Humanitarian-Situation-Report-No.4-(Ukraine-Refugee-Response-in-Neighbouring-Countries)-30-March-2022.pdf)

Webb P. 2010. Medium- to Long-Run Implications of High Food Prices for Global Nutrition, *The Journal of Nutrition*, Volume 140 (1): 143S–147S. <https://doi.org/10.3945/jn.109.110536>

CSA

COMITÉ DE LA
SÉCURITÉ
ALIMENTAIRE
MONDIALE

HLPE

***Groupe d'experts
de haut niveau***

 www.fao.org/cfs/cfs-hlpe

 [@hlpe_cfs](https://twitter.com/hlpe_cfs)